

par le gouvernement fédéral et par le Grand-Tronc-Pacifique lui-même. En sorte que, d'après l'état fourni, le pays paie environ \$200,000 en plus que le montant requis pour acquitter l'intérêt dû sur les obligations garanties que je viens de mentionner, ainsi que sur les obligations garanties par la province de l'Alberta et la province de Saskatchewan.

Dans ce cas, nous n'assumons aucunement les obligations de la compagnie, qui se montent à \$20,000,000, dont une somme de \$14,000,000, je crois, est due par la compagnie du Grand-Tronc elle-même. Je présume, donc, d'après l'état publié, que le Grand-Tronc-Pacifique et le Grand-Tronc combinés sont actuellement en état de faire honneur à ces obligations se montant en totalité à \$20,743,132. En sorte que, pour ce qui concerne le Grand-Tronc-Pacifique, nous n'avons qu'à payer l'intérêt sur ses obligations garanties. L'autre jour, en lisant la "Montreal Gazette", j'ai constaté que le président de la compagnie du Grand-Tronc a dit ce qui suit en réponse à une question qui lui a été posée :

Ce que les journaux ont publié au sujet des pertes que le Grand-Tronc-Pacifique a fait éprouver au Grand-Tronc est très exagéré. Même, durant le relâchement actuel des affaires, la perte éprouvée par le Grand-Tronc sur cette propriété, après avoir payé les intérêts, n'excédera pas \$2,000,000 durant l'année 1916.

Si cette déclaration faite par le président de la compagnie du Grand-Tronc est bien fondée, elle place actuellement le Grand-Tronc-Pacifique sur un bien meilleur pied que celui qui m'apparaissait. Cette déclaration est, il est vrai, rapportée par un journal, et son autorité n'est peut-être pas inattaquable; mais si la situation de la compagnie du Grand-Tronc-Pacifique est telle qu'elle est représentée par cette déclaration, nous devrions nous en réjouir.

Quant à la question du bill des subsides, ce bill a été déposé devant nous à une heure si avancée de la session, et nous avons eu si peu de temps pour l'étudier, je ne sais pas s'il est réellement possible de le discuter convenablement. D'après la déclaration faite par l'honorable ministre dirigeant, les estimations budgétaires s'élèvent à \$271,000,000, pour la présente année, et le ministre des Finances, de son côté, a déclaré que de très fortes sommes supplémentaires seraient requises pour faire face à la présente situation. La dette publique, a déclaré le ministre des Finances, s'élève à \$580,000,000. A la fin de mars 1916, l'intérêt sur cette dette s'élevait à \$24,000,000. C'est une charge très sérieuse pour le pays. Comme nous le savons, le prix de tous les

[L'honorable M. Bostock :

articles de première nécessité est de plus en plus élevé, et les charges sur le peuple sont de plus en plus lourdes. Nous avons eu, l'année dernière, une bonne récolte, et l'activité des affaires s'en est ressentie; mais malheureusement, rien n'indique que notre population pourra s'accroître considérablement. De fait, si un recensement était fait en Canada, aujourd'hui, nous constaterions que notre population n'excède guère 7,500,000 âmes. Ce fait nous démontre la nécessité d'ouvrir les yeux sur les présentes conditions du pays. Notre dette publique monte par sauts et par bonds, et je crains qu'elle ne continue de s'accroître, parce que nous sommes obligés de maintenir notre position et faire notre part dans la poursuite de la présente guerre. Et puis, l'augmentation de notre dette publique augmente en même temps l'intérêt sur cette dette, tandis que notre population ne s'accroît pas de manière à nous permettre de répartir les charges publiques comme il est désirable de le faire. La politique du gouvernement devrait être de faire des retranchements, ou d'économiser autant que possible; mais le bill présenté, hier soir, nous fait voir que le gouvernement n'est pas encore prêt à inaugurer l'économie que le pays attend de lui. Il est aisé pour le gouvernement de recommander l'économie au public; de déclarer que chacun doit économiser, réduire ses dépenses et augmenter sa production autant que possible; mais si, d'un autre côté, nous voyons que le gouvernement gaspille les deniers publics; les prodigue à ses favoris quand il croit que la chose peut profiter à son parti politique, cet exemple n'est pas ce qu'il devrait être dans les circonstances actuelles.

Il y a un grand nombre d'autres sujets à traiter; mais vu que toute cette question du budget nous est soumise aux dernières heures de la session, je ne crois pas qu'il soit opportun de retenir plus longtemps l'attention de la Chambre sur ce sujet.

La motion est adoptée, et le bill lu une deuxième fois.

L'honorable M. Lougheed, secondé par l'honorable M. Owens, propose la troisième lecture du bill.

L'honorable M. WATSON: La forme sous laquelle le présent bill de subsides nous est soumis m'empêche de l'accueillir comme je le voudrais. Ce bill dont mon honorable ami nous demande la troisième lecture, impose au pays une dépense qui n'est pas nécessaire dans le moment, et qui ne devrait pas être faite. Cette dépense a pour objet l'achat de certaines voies ferrées, et